

“quelques unes des facultés qui saisissent les masses et les entraînent.”

Quelles que soient les qualités viriles et les qualités oratoires dont Dennis Kearney est doué, il est certain que son cri de guerre : “Mort au capital !” et que son programme : “Liberté des travailleurs,” ne se recommandent pas précisément par la nouveauté. Il se propose, il est vrai, de tuer le capital et de libérer les ouvriers par “le scrutin, cette force qui dans les mains d’un peuple libre, est plus puissante que le sabre des monarchies.” Et pour que le scrutin opère tout pacifiquement la refonte de la société, M. Kearney a conçu, dit le *New York Herald*, un plan de campagne qui a le mérite de la simplicité : “Mettez toutes vos questions au fond d’un pot et le couvercle par dessus. Ne parlez ni de “greenbacks,” ni d’heures de travail, ni de banques ; ne parlez pas de tout cela ou vous ne vous entendrez jamais.” Le *Herald* aime à rire : aussi peut-il, pendant qu’il en a encore le temps, tourner en ridicule le plan de M. Kearney, car il n’y a pas en apparence une seule raison de le supposer réalisable, contre cent mille pour être convaincu qu’il ne sera jamais réalisé. Cependant la promptitude avec laquelle les “masses ouvrières” se mettent à la remorque de cet agitateur est un symptôme grave et alarmant ; il dénote qu’il existe chez elles un profond mécontentement de leur situation et des appétits désordonnés de jouissances matérielles. Mécontentes de leur situation et pressées de jouir, les “masses ouvrières”, lorsqu’on leur aura montré une vie facile dans un monde de délices, auront-elles la patience d’attendre, pour entrer dans ce monde, que le “capital” ait été tué à coups de scrutin ? Après avoir mis le “capital” en état de siège par des grèves sans résultat profitable, n’auront-elles pas recours à un moyen plus expéditif pour arriver au but ? En d’autres termes les bulletins de vote ne deviendront-ils pas des bourres de fusil ?

La société des Etats Unis vit sur la présomption qu’elle n’a pas de révolution à craindre parce que le peuple élit ses représentants et est imbu du respect de la loi. Mais cette présomption, si elle était fondée il y a soixante, cinquante, vingt-cinq ans, n’est plus qu’une illusion aujourd’hui. A ces diverses dates, on enseignait aux “masses ouvrières” le respect de loi comme le seul moyen, non pas de mettre la société les pieds en l’air et la tête en bas, mais de la faire progresser la tête en haut, les pieds à leur place. A présent, on enseigne à ces “masses” que si elles doivent respecter la loi, c’est pour s’en servir comme d’un levier afin de renverser ce qui existe. Un pareil enseignement, répandu sans relâche aux quatre coins des villes et des campagnes, doit de toute nécessité faire